



Communiqué

Membre de la Coalition Internationale Sida



10 juin 2011

Nora Berra & la dépénalisation de l'usage de drogues : A une question complexe, mieux vaut éviter d'apporter des réponses simplistes

« A l'aube de nouvelles échéances électorales, les chantres de la dépénalisation donnent de nouveau de la voix » nous explique Nora Berra.

On pourrait aussi dire : « A l'aube de nouvelles échéances électorales, certains politiques sont contraints de donner de la voix, y compris sur des sujets dont ils n'ont visiblement pas la maîtrise ».

Le débat sur la dépénalisation de l'usage du cannabis et plus largement la question historique de la prohibition des drogues dépasse de très loin la petite cuisine électorale française. Il s'agit d'un débat planétaire, déclaré « légitime », par le président Obama lui-même lors d'une célèbre conférence de presse donnée à la Maison Blanche. La France n'est pas le centre du monde, et en matière de drogues elle gagnerait à jouer la modestie, vu le retard criminel pris par notre pays dans les années 90 pour mettre en place une vraie politique de réduction des risques.

Madame le secrétaire d'Etat, le débat sur la sortie de la prohibition est un débat sérieux qui mérite mieux que le mépris populiste que vous semblez vouer à la « philosophie ». C'est une question débattue au plus haut niveau, par des responsables politiques de premier plan que l'on peut difficilement taxer de laxisme ou de prosélytisme. Si Madame Berra avait pris le temps de lire le rapport de la Commission mondiale sur la politique des drogues (<http://www.globalcommissionondrugs.org/Report>) remis le 02 juin à la tribune des Nations unies, elle aurait peut-être remarqué le niveau de compétence des signataires, qu'il s'agisse de l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, de l'actuel premier ministre grec, des anciens présidents de Colombie César Gaviria et du Mexique Ernesto Zedillo, ou de l'ex secrétaire d'Etat américain George Shultz. La polémique électorale franchouillarde n'est peut-être pas à chercher du côté des partisans d'une réforme de notre bonne vieille loi de 1970, qui militent activement depuis des années pour que notre pays rompe avec la démagogie dès que le sujet drogue s'impose sur la scène médiatique.

Si Madame la secrétaire d'Etat voulait s'y intéresser sérieusement, elle aurait compris que c'est justement parce que la consommation de cannabis et des autres drogues pose des problèmes de santé publique, que nous affirmons que la répression est une impasse. Une autre politique des drogues est possible, comme le montre l'exemple du Portugal.

Elle aurait également compris que d'autres « mères de famille », y compris dans nos proches banlieues, luttent tous les jours pour que leurs enfants puissent échapper aux balles perdues de la guerre à la drogue.

Nous prenons acte du fait que « le ministère chargé de la santé ne sera jamais le ministère chargé de la promotion des addictions », nous avons bien remarqué qu'il s'agit d'une tâche réservée plutôt au ministère de l'intérieur... Si nous avons mauvais esprit, nous pourrions aussi ajouter que la promotion des addictions est un concept à géométrie variable, selon que l'on parle de drogues illicites, de tabac, de jeux en ligne et surtout d'alcool, dont la production hexagonale reçoit régulièrement le soutien des élus de la République, Puisqu'il faut parler des échéances électorales à venir, nous affirmons notre détermination à animer le débat public sur une question de société qui intéresse tous les contribuables français.

En tant que citoyens nous avons le droit de savoir comment et pourquoi l'argent de l'Etat est dépensé au titre d'une politique qui a fait la preuve de son inefficacité.

Contact presse : Antoine Henry (AIDES) – 06 10 41 23 86 / Fabrice Olivet (ASUD) – 06 04 51 33 82